

# Les partis socialistes, plus bleus que rouges ?

## Oui

- Le PS organise son congrès de rentrée ce dimanche à Tubize.

- C'est le premier grand rassemblement des militants socialistes depuis la mise à l'écart du PS dans le cadre de la formation du gouvernement fédéral.

- Pour certains, les partis socialistes ne sont plus assez marqués à gauche.

■ On le voit depuis trente ans : quand les socialistes gouvernent, la droite leur fait avaler des couleuvres et les inégalités augmentent, indigestes pour le monde du travail ! Le clivage gauche-droite ne se discerne plus qu'au microscope. Avec deux conséquences principales : la mise en danger de la démocratie et l'épuisement historique du rôle de la social-démocratie comme relais des revendications sociales.

*“Certaines élites de gauche [...] se reconvertissent en banquiers ou hommes d'affaires (Strauss-Kahn, Blair, Schröder...), la plupart de ces ex-leaders socialistes européens se métamorphosant par ailleurs en conférenciers de luxe, à 100 000 euros la prestation.”*

**CLAUDE DEMELENNE**

Journaliste – essayiste

**CHRISTIAN PANIER**

Ex-magistrat et enseignant

**Les partis socialistes ont-ils, selon vous, concédé trop de choses à la pensée libérale ?**

Oui. C'est même l'histoire d'un fascinant hara-kiri car depuis trois décennies au moins, partout en Europe, la gauche gouvernementale avale des couleuvres. Pire : lorsque les socialistes gouvernent, les inégalités augmentent, parfois de façon vertigineuse. Or à quoi sert la gauche si, sous son règne, une logique de régression se substitue aux conquêtes sociales d'autrefois ?

**Ne peut-on pas voir les choses autrement et se dire que les choix auraient été plus radicaux encore, si les partis socialistes ne faisaient pas partie des gouvernements ?**

C'est précisément dans ce sens que la gauche gestionnaire argumente ! Sans nous, disent ses leaders, les couleuvres seraient encore plus indigestes pour le monde du travail. Mais en fait, rien n'est moins sûr car la présence des socialistes au pouvoir (en Belgique, 25 ans sans interruption) a l'effet d'un puissant anesthésiant pour le mouvement social. Les figures emblématiques de la gauche européenne ont rarement fait dans la dentelle. Jacques Delors a été l'un des archi-

tectes en chef de l'Europe néolibérale. Tony Blair a flexibilisé à outrance le marché du travail. Gerhard Schröder a imposé des mini-jobs sous-payés. Jose-Luis Zapatero a succombé au mythe du capitalisme immobilier. François Hollande fait du Sarkozy light. La gauche gestionnaire participe à la remise en cause des conquêtes sociales et distille ce qu'elle appelle “réformes”.

**Allez-vous jusqu'à affirmer que gauche et droite ne se distinguent plus l'une de l'autre ?**

Faute de se démarquer sur le terrain socio-économique, la gauche tente de trouver des combats de substitution, particulièrement dans le domaine éthique. La gauche est davantage progressiste sur les questions sociétales (mariage gay, homoparentalité, euthanasie...) qui sont loin d'être négligeables, sans être à l'abri d'un ressac puritain (la gauche française veut pénaliser les clients des prostituées). Il n'en reste pas moins que parfois, au-delà des effets de tribune, le clivage gauche-droite ne se discerne plus qu'au microscope.

**Quel est le risque d'une telle situation ?**

L'effacement progressif des différences entre la gauche et la droite constitue un bouquet d'épines pour la démocratie. Celle-ci a besoin de vrais débats, vifs voire passionnés. On est loin du compte. C'est le règne du consensus mou. Au cours de la législature écoulée, les deux grands groupes politiques du Parlement européen, les conservateurs et les sociaux-démocrates, ont été d'accord dans 70 % des cas ! L'uniformisation en cours jette une partie des citoyens dans les bras de l'extrême droite, prête à toutes les démagogies pour racoler les déçus du socialisme gestionnaire. Cette uniformisation signe l'épuisement historique du rôle de la social-démocratie comme relais (certes imparfait) des revendications sociales.

**D'aucuns qualifient votre analyse de populiste...**

Il est de bon ton d'étiqueter “populistes” ceux qui critiquent les élites, leur cécité et parfois, hélas, leur vénalité. Cette attitude s'apparente à du terrorisme intellectuel ! Car la vénalité des élites économiques et financières est de moins en moins contestable. Les

salaires et bonus des grands patrons sont himalayens. Les actionnaires empochent de plantureux dividendes. Et certaines élites de gauche ne sont pas en reste. Elles se reconvertisent en banquiers ou hommes d'affaires (Strauss-Kahn, Blair, Schröder...), la plupart de ces ex-leaders socialistes européens se métamorphosant par ailleurs en conférenciers de luxe, à 100 000 euros la prestation.

**On vous sait proches du PTB. Quel est l'objectif de vos critiques : rameuter des électeurs ? Cette critique de la gauche gestionnaire ne scie-t-elle pas la branche sur laquelle vous êtes, vous aussi, assis ?**

Notre seul souci est d'éveiller les consciences. De faire en sorte qu'un discours alternatif de gauche puisse encore se tenir.

M.Bs

# Non

■ Les partis socialistes n'ont pas cédé au libéralisme. Ils sont confrontés à des évolutions objectives au sujet desquelles ils n'ont cependant pas mené la réflexion qui s'imposait. Ils doivent se demander comment être un acteur plus efficace aujourd'hui en matière de politique publique. La question de l'emploi est essentielle pour qu'ils puissent regagner la confiance des classes populaires.

*“Sans une réelle réponse en termes de politique publique, je ne vois pas comment il pourrait y avoir un rapprochement entre la grande dominante de ces catégories populaires et les partis socialistes et sociodémocrates.”*

**PASCAL DELWIT**

Politologue (ULB)

**Pour certains, les partis socialistes européens, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont fait trop de concessions à la pensée libérale. Ont-ils vendu leur âme au diable ?**

On n'est pas dans une logique de trahison mais d'évolution à laquelle il est très difficile de répondre et pour laquelle les partis socialistes ne se donnent peut-être pas tous les moyens pour répondre. Jusqu'aux années 70, il était possible de mener une politique de keynésianisme national, c'est-à-dire basée sur une économie de marché mâtinée de cogestion avec les interlocuteurs sociaux et un niveau de chômage très faible. C'était ce que faisaient les partis socialistes. On appelait ça l'Etat Providence. Mais à partir des années 70, ce modèle a été mis à mal par la crise économique avec la hausse du chômage et par l'action économique nationale de plus en plus contrainte de s'exercer dans un cadre supranational. Ce que les partis, en particulier socialistes, pouvaient faire à l'échelon national, ils ne peuvent plus le faire sans passer par des politiques européennes. C'est le grand défi que doit relever la famille socialiste: comment être un acteur plus efficace à cette échelle? Le vrai problème, c'est la quasi-absence de réflexion dans ce domaine.

**A ce stade, peut-on encore distinguer la gauche de la droite ?**

La distinction se fait sur les questions socio-économiques et celles de société. Même en Belgique, alors qu'on disait qu'il y avait une confusion gauche-droite, on voit bien que les termes de la discussion pour l'avènement du gouvernement fédéral ne sont pas les mêmes s'il y a une participation socialiste. Partout, gauche et droite se distinguent. Mais aux yeux de l'électorat de gauche, la distinction n'est pas suffisante et il y a ce défi crucial du chômage, de l'emploi stable et des rémunérations. Ces questions sont complexes à résoudre en raison de la crise économique et de la dette. Les leviers sur lesquels les partis socialistes agissaient

auparavant ne sont plus tout à fait disponibles. Avoir une fiscalité adéquate pour une protection adéquate est devenu compliqué car une fiscalité adéquate, ça se construit quasiment à l'échelle européenne.

**Est-ce ce phénomène qui explique la vitalité des partis à la gauche de la gauche ?**

La renaissance d'une forme de gauche radicale dans certains Etats, même si cela reste très limité, en est une conséquence. En Allemagne, Die Linke a obtenu 9 à 10% lors des deux dernières élections. En Grèce, Syriza a recueilli 27% des voix. Chez nous, le PTB a décroché ses premiers sièges à la Chambre. Mais la conséquence la plus notable et importante, c'est l'accroissement spectaculaire de l'abstention. Depuis la fin des années 70, la participation électorale a reculé de 15 à 20 points! Or, une bonne part de l'abstention vient des catégories populaires votant traditionnellement pour la gauche. Elles sentent que cette gauche ne peut pas répondre aux défis, en particulier celui de l'emploi. Troisième conséquence: le basculement à l'extrême droite d'une partie des classes populaires en plein désespoir social dans certains Etats et territoires.

**Les partis socialistes doivent-ils remettre du socialisme dans leurs programmes et leurs discours pour redresser la barre ?**

S'ils veulent renouer avec les catégories populaires, ils vont devoir mieux rencontrer les attentes de ces milieux en matière d'emploi, d'ascenseur social, etc. Sans une réelle réponse en termes de politique publique, je ne vois pas comment il pourrait y avoir un rapprochement entre la grande dominante de ces catégories populaires et les partis socialistes et sociodémocrates.

**Montrer les dents comme le fait actuellement le PS belge alors que le gouvernement fédéral n'est pas encore formé suffira-t-il pour affirmer son ancrage à gauche ?**

La Belgique est un cas à part. Parce que le vote est obligatoire, la déconnexion entre les catégories populaires salariées, le monde syndical et le monde socialiste est bien moins forte que dans d'autres pays. Ceci explique que le PS a continué à être un acteur qui, vaille que vaille, a défendu les acquis sociaux du monde populaire. Mais le PS, comme le SP.A, fait aussi face à ce défi de l'emploi et du pouvoir d'achat. Intellectuellement, ces deux partis vont devoir redéfinir une alternative crédible au gouvernement qui va voir le jour. Et à l'échelon fédéré, où le PS a un certain levier, il va devoir répondre autant que faire se peut aux attentes des catégories sociales qui traditionnellement votaient plus pour la famille socialiste.

Entretien : Charles Van Dievort